

GUILLESTRE : la rébellion en marche !!!

Après la communication par le DDFiP de son intention de fermer les services de la Trésorerie de Guillestre à horizon 2020-2022, les édiles du secteur du Guillestrois et du Queyras ont décidé de se mobiliser : rédaction d'une motion, distribution de tract et organisation d'une manifestation.

Le 7 octobre 2019, M Letterier, maire de Guillestre, a reçu l'intersyndicale FiP avec une partie de ses conseillers municipaux afin d'échanger sur la réforme DARMANIN appelée dans sa déclinaison FiP : Nouveau Réseau de Proximité (NRP) des services fiscaux.

Les constats ont été unanimes et partagés par tous les participants au débat. D'ailleurs chacun a pu se rendre compte que le discours qui était servi réclamait de la part des autorités publiques une confiance sans faille au risque, très vite, de se faire qualifier de passéiste.

Ce projet voulu par les technocrates de la capitale est bien éloigné des préoccupations des particularités des zones de montagne. Il provoquera à coup sûr, à terme, une accentuation des désertifications par le simple effet de l'éloignement des lieux de services. A cet égard, le maire dresse un bilan mitigé des MSAP, qui certes ont une fonction mais n'aspirent pas à donner le même service que dans les structures actuelles appréciées.

Si la création des MFS (Maisons France Services) est soi-disant une réponse à la crise des gilets jaunes, elle est inadaptée et bien au contraire devrait creuser encore plus le fossé entre une partie de la population et l'administration : la fin d'un accueil physique digne de ce nom.

Le maire a par ailleurs réaffirmé son attachement au rôle de l'État dans ses fonctions régaliennes et de contrôle ainsi qu'à la garantie d'égalité des administrés qui prévalaient jusque-là.

Comment peut-on suivre aveuglement les préfets et autres directeurs territoriaux dans ces décisions en sachant que le but non avoué de ces mesures est bien :

- de supprimer des emplois sans les compenser ;
- de transférer des compétences vers les collectivités avec un désengagement de l'État
- de mettre le pied à l'étrier à des acteurs privés (la FDJ déjà se frotte les mains).

Des administrés, des maires du secteur et le conseiller départemental Marcel Cannat se sont ensuite rassemblés devant la trésorerie pour y lire une allocution et s'exprimer pour informer les personnes présentes des projets auxquels ils s'opposent.

Pour la CGT Finances publiques des Hautes Alpes, il apparaît nécessaire que naissent dans chaque partie du département de telles initiatives qui permettent d'informer la population sur les dérives causées par de telles pratiques, énoncées comme inéluctables par un gouvernement autiste et très partial.